

UNE VISITE «STRICTEMENT» PARLEMENTAIRE

Ziari ne rencontrera aucun responsable du gouvernement français

Abdelaziz Ziari, président de l'Assemblée populaire nationale, est arrivé hier après-midi à Paris et y sera jusqu'à vendredi pour une visite officielle, en réponse à l'invitation de Bernard Accoyer, son homologue français.

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

L'objectif de cette visite, rappelé dans un communiqué de la présidence de l'Assemblée française, est «la mise en place de la grande commission inter-parlementaire France-Algérie, dont le principe a été agréé en 2007 par Jean-Louis Debré, alors président de l'Assemblée nationale».

La visite intervient dans un contexte particulier, dominé par les incertitudes sur les dates de visite d'Etat du président algérien en France. L'examen du programme détaillé de la visite de M. Ziari, qui nous

a été fourni par l'ambassade algérienne à Paris, ne mentionne aucune rencontre avec des responsables politiques français autres que les parlementaires.

Assez étonnant, lorsque l'on sait que lors de toutes leurs visites antérieures, les anciens présidents de l'APN, Troisième homme de l'Etat algérien, étaient toujours reçus par le Premier ministre en exercice et le ministre des Affaires étrangères, au moins.

En dehors de la rencontre demain avec Jean-Louis Debré, président du Conseil constitutionnel,

M. Ziari rencontrera, si l'on s'en tient au programme officiel, presque tous les chefs de groupes parlementaires : Bernard Derosier, le président du groupe d'amitié France Algérie et Gérard Larcher, président du Sénat.

Un programme très chargé mais qui ne va pas au-delà des institutions parlementaires. Il est vrai que le point central de la visite est la création de cette grande commission parlementaire, l'examen des modalités de son fonctionnement et le programme de coopération qui en découlera.

Mais à l'évidence, peut-on, pour une visite d'un tel niveau dans la hiérarchie

de l'Etat, faire l'économie de rencontres avec les premiers responsables politiques du pays visité. La question s'impose d'autant plus que, d'un côté comme de l'autre, il nous apparaissait que l'on voulait «tourner cette page noire de l'histoire avec la France» et comme le préconisait le président algérien dans son message à l'université de Sétif le 7 mai dernier «trouver une voie originale qui permettra de d'établir entre l'Algérie et la France, entre le peuple algérien et le peuple français des rapports authentiques d'amitié sincère et véritable».

Et il est vrai aussi que dans la même période, soit à l'occasion de la commé-

moration récente en Algérie du 8 Mai 1945, le président de l'Assemblée, qui intervenait sur les ondes de la Chaîne 3, qualifiait d'ignobles les massacres du 8 Mai 1945 et estimait que la France devait faire repentance pour les crimes commis durant le colonialisme» et que par ailleurs «même si la France refuse tout acte de repentance, cela se fera un jour».

Est-ce cette déclaration, reprise très largement ici en France, qui a confiné le programme de Ziari à des rencontres avec ses homologues parlementaires ? Jusqu'ici, il faut le rappeler, M. Bensalah, du temps où il présidait l'Assemblée, avait été reçu en octobre 2001

par ses homologues mais aussi par les membres du gouvernement et plus récemment encore, Amar Saïdani, lors de sa visite en France du 18 au 23 février 2007, en tant que président de l'APN avait été reçu par le Premier ministre de l'époque-Dominique De Villepin - et par le ministre des AE, Philippe Douste-Blazy.

Bouderies des responsables du gouvernement français ou raisons plus profondes liées à un climat d'incertitudes et de divergences sur le devenir des relations entre les deux pays ? La suite de cette visite pourra, peut-être, nous éclairer.

K. B-A.

PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT

Ouyahia formalise la validation de sa copie auprès du Sénat

Après avoir passé et réussi sans encombres le test de la chambre basse du Parlement, le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, est allé hier mardi quêter le quitus des sénateurs. Normalement, il n'a nul souci à se faire tant, au Conseil de la nation, l'opposition est très très peu représentée.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Ce ne sont pas les sénateurs issus de l'Alliance présidentielle ou ceux siégeant au Sénat en tant que tiers présidentiel qui apporteront la contradiction au Premier ministre.

Et lorsqu'on sait que ces entités représentent la majorité écrasante de la chambre haute du Parlement, on est certain que le plan d'action du gouvernement sera applaudi vigoureusement. Point de surprises à guetter quant à la nature du vote qui sanctionnera cette

seconde manche de débats parlementaires autour de la feuille de route d'Ouyahia.

La copie sera validée. Pour formelle qu'elle soit, la présentation du plan d'action du gouvernement devant les sénateurs n'intéresse que par les remarques et suggestions qu'elle pourrait susciter. Il y en a eu, au demeurant, quelques-unes d'intéressantes hier mardi, durant la première séquence de palabres parlementaires. On retiendra l'intervention d'un sénateur FLN qui a

mis le doigt sur la plaie sensible qu'est l'ouverture du champ audiovisuel.

Le Premier ministre, qui a fait acte de pédagogie en répondant lundi devant les députés à pareilles préoccupations, ne devrait pas être avare de réponses jeudi. Mais l'on peut d'ores et déjà augurer qu'il ne nous en apprendra pas plus que le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la communication qui, mercredi passé, sur les ondes de la radio, a affirmé que l'environnement économique n'est pas encore favorable à cette ouverture.

Au plan de la critique, ou plutôt ce qui s'y assimile, on notera le doute exprimé par un sénateur d'El Islah quant à la statistique avancée la veille par

Ouyahia sur la création de 120 000 PME durant le quinquennat passé.

Pour ce sénateur, qui s'est essayé à un raisonnement cartésien, si le gouvernement a créé autant de PME et si on retient qu'une PME génère en moyenne 20 emplois, il aurait donc conséquemment été créé 2 400 000 emplois. Ceci rien que dans le secteur de la PME.

Ceci étant, les sénateurs des régions du Sud du pays ont été, par ailleurs, les plus portés sur les interventions d'hier. Contrairement à leurs collègues rompus aux louanges excessives, ils ont posé des problèmes concrets. Et d'aucuns savent qu'il n'en manque pas dans cette partie du pays.

S. A. I.

EN DÉPIT DES MULTIPLES CONVENTIONS RATIFIÉES

L'Algérie out sur le marché international

Prompte à signer toutes les conventions internationales, l'Algérie reste pourtant en marge du dynamisme du marché mondial. Et pour cause : les outils à même de traduire sur le terrain lesdites conventions ne sont pas mis en place.

Nawel Imès - Alger (Le Soir) - C'est le constat fait hier par Kamel Khelifa, formateur et consultant international en communication à l'exportation en logistique de transports, qui considère qu'en matière de transports par exemple, l'Algérie risque rapidement de se retrouver out et d'être obligée de déléguer cette activité à d'autres, faute de respect des normes.

Les opérateurs algériens pourraient, selon lui, se heurter au refus des pays membres de la Zone arabe de libre-échange de laisser passer des camions algériens sur leur territoire car ni les camions, ni les heures de travail des chauffeurs ne sont aux normes.

La situation peut être rattrapée pour peu que les termes de la convention sur le transport international

soient mis en application. Il s'agit de mettre en place de manière prioritaire une association garante de professionnels qui aura la charge de définir les normes.

Une mission qui échoit aux différents intervenants. Sans ces mesures et sans outils pour mettre en application les conventions internationales, l'Algérie est condamnée à conserver son statut passif à l'international et à déléguer son commerce extérieur aux étrangers avec des surcoûts qui peuvent atteindre 30% sans compter qu'elle risque d'être

condamnée à avoir un marché des transports totalement désarticulé.

Les chiffres sont en effet éloquentes : plus de 90% du transport du commerce extérieur algérien est pris en charge par des pavillons étrangers, alors que le pavillon national, trop vétuste, ne s'occupe que de 10% du total du flux, au moment où le pays importe pour près de 40 milliards de dollars de marchandises annuellement. Le manque à gagner est estimé entre 7 et 8 milliards de dollars pour l'Algérie.

N. I.

DEPUIS L'APPLICATION DE LA CHARTE NATIONALE POUR LA RÉCONCILIATION

80% des dossiers traités

Trois ans après l'application de la charte pour la réconciliation nationale, ce sont plus de 30 000 dossiers de familles victimes du terrorisme qui ont été traités, soit près de 80%. Mais cela non sans contraintes.

C'est le constat dressé par maître Merouane Azzi, président de la cellule de l'assistance judiciaire pour les victimes de la tragédie nationale au niveau d'Alger.

Réunis hier autour d'une table ronde, juristes et défenseurs des droits de l'homme ont longuement débattu la question de la réconciliation nationale. Encore «obscur» dans les esprits, d'après Azzi, la réconciliation nationale aurait besoin d'être «vulgarisée» pour une meilleure compréhension.

Cette charte concerne trois catégories distinctes, à savoir les familles des disparus, les personnes licenciées de leur poste de travail pour des raisons politiques et les familles des terroristes.

Il soutiendra cependant que l'application des textes de lois du projet de la charte pour la paix et la réconciliation nationale n'est pas chose aisée, ce qui ralentit le processus d'indemnisation de ces trois catégories concernées par la tragédie nationale.

Pour les travailleurs ayant fait l'objet d'un licenciement pour des motifs liés à la tragédie nationale, la charte prévoit leur réinsertion et leur indemnisation.

Maître Azzi fera savoir que «15 000 dossiers de repentis ont déjà été traités, avec régularisation de leur situation juridique et administrative» ainsi que la restitution de leurs passeports.

Cependant, leur réintégration dans la société demeure un énorme problème. S'agissant des enfants nés au maquis, le défenseur de la charte pour la réconciliation nationale soutiendra que jusque-là, 40 cas ont bénéficié d'une régularisation administrative qui leur ouvre droit à la scolarisation. Par ailleurs, l'avocat rappellera que les mesures d'indemnisation des familles des disparus ont touché 7 000 dossiers, alors que 10 000 demeurent en attente.

Wassila Z.

DÉCÈS

Les familles Kahia, Dib, Taârabit, parents et alliés, de France, d'Allemagne, d'Alger et de Sétif ont la douleur de faire part du décès de leur chère et regrettée

Djamila Kahia épouse Dib

survenu en France le 23 mai 2009.
L'enterrement est prévu à Sétif.

Que Dieu le Tout-Puissant accueille notre fille, mère et sœur en Son Vaste Paradis.